

RCS : AIX EN PROVENCE

Code greffe : 1301

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de AIX EN PROVENCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 03771

Numéro SIREN : 830 605 176

Nom ou dénomination : AB FINANCEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 07/07/2023 sous le numéro de dépôt 8145

AB FINANCEMENT

**Société par actions simplifiée
au capital de 5.800.850 euros**

**Siège social : 102, avenue des Logissons
13770 Venelles**

830 605 176 R.C.S. Aix-en-Provence

(ci-après la « **Société** »)

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DU 5 MAI 2023

L'an deux mille vingt-trois,
le 5 mai à 14 heures,

LA SOUSSIGNÉE :

Financière Marcel, société par actions simplifiée au capital de 26.648.717 euros, dont le siège social est situé 102, avenue des Logissons, 13770 Venelles et dont le numéro unique d'identification est 893 190 082 R.C.S. Aix-en-Provence,

représentée par son président, Imeije, société à responsabilité limitée au capital de 719.200 euros, dont le siège social est situé 140, chemin de Faveloun, 13090 Aix-en-Provence et dont le numéro unique d'identification est 497 485 797 R.C.S. Aix-en-Provence,

elle-même représentée par son gérant, Monsieur Emmanuel Dufour, dûment habilité aux fins des présentes,

agissant en qualité de président de la Société,

APRÈS AVOIR RAPPELÉ CE QUI SUIVIT :

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 25 avril 2023 (ci-après les « **Décisions** »), l'associé unique de la Société a notamment décidé :

- (i) d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 155.827 euros, pour le porter de 5.800.850 à 5.956.677 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles au prix de leur valeur nominale, soit 1 euro chacune (ci-après désignée l'« **Augmentation de Capital** »);
- (ii) de fixer les modalités de l'Augmentation de Capital comme suit :
 - la souscription aux actions ordinaires nouvelles sera constatée par la signature d'un bulletin de souscription ;
 - elle sera intégralement et immédiatement libérée en numéraire y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription ;

- l'associé unique bénéficie d'un droit préférentiel de souscription et pourra en conséquence souscrire aux actions nouvelles ;
 - il est précisé, à titre d'information, que le droit de souscription attaché à une action ordinaire ancienne donnera le droit de souscrire, à titre irréductible, à environ 0,026866493 action nouvelle ordinaire ;
 - l'associé unique pourra céder ou renoncer à titre individuel à son droit de souscription dans les conditions prévues par la loi et sous les réserves prévues aux statuts pour les cessions d'actions ;
 - qu'il renonce, en sa qualité d'associé unique, à l'envoi d'un avis d'émission des actions nouvelles contenant les indications prévues par l'article R. 225-120 du code de commerce ;
 - la souscription et la libération correspondante seront reçues au siège social à compter de la date des Décisions et au plus tard le 5 mai 2023 inclus, étant précisé que
 - (a) le président pourra proroger la période de souscription et
 - (b) la période de souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions ordinaires nouvelles auront été souscrites à titre irréductible ;
 - les fonds versés à l'appui de la souscription seront déposés dans les délais prévus par la loi, sur un compte bancaire dédié à l'Augmentation de Capital ouvert au nom de la Société ;
 - les actions ordinaires nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ; et
- (iii) de déléguer tous pouvoirs au président pour la réalisation matérielle des opérations, notamment aux fins de :
- recueillir la souscription aux actions ordinaires nouvelles,
 - s'il y a lieu, constater la clôture par anticipation ou proroger la période de souscription,
 - vérifier, arrêter et faire certifier, s'il y a lieu, la ou les créances sur la Société du ou des souscripteur(s) qui libéreraient tout ou partie de leurs souscriptions par compensation,
 - obtenir, s'il y a lieu, le certificat du dépositaire des fonds et, le cas échéant, du commissaire aux comptes attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital,
 - prendre acte de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,
 - modifier les statuts en conséquence,
 - accomplir les formalités légales subséquentes avec faculté de subdélégation,
 - et, plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile à cette fin.

Monsieur le président indique que la société Financière Marcel a souscrit, au moyen d'un bulletin de souscription en date du 27 avril 2023, à 155.827 actions ordinaires nouvelles créées et émises aux termes des Décisions et a intégralement libéré sa souscription par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible qu'elle détenait sur la Société, correspondant à une augmentation de capital de 155.827 euros.

Il indique qu'il a établi un arrêté de compte attestant que le montant de la créance de la société Financière Marcel sur la Société était au moins égal à un montant de 155.827 euros.

Il expose ensuite :

- qu'en vertu des dispositions de l'article L. 225-146 alinéa 2 du Code de commerce, les libérations par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société sont constatées par un certificat du commissaire aux comptes tenant lieu de certificat du dépositaire ; et
- que conformément aux dispositions de l'article R. 225-135 du Code de commerce, l'augmentation de capital par émission d'actions à souscrire en numéraire est réalisée à la date du certificat du dépositaire.

Conformément à l'article L. 225-146 alinéa 2 du Code de commerce, le commissaire aux comptes de la Société a remis en date de ce jour son certificat tenant lieu de certificat du dépositaire.

A PRIS LES DÉCISIONS SUIVANTES :

PREMIÈRE DÉCISION

Constatation de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital

Connaissance prise du bulletin de souscription de la société Financière Marcel à l'Augmentation de Capital, de l'arrêté de compte du président en date du 25 avril 2023 et du certificat délivré par le commissaire aux comptes de la Société en date du 5 mai 2023 valant certificat du dépositaire des fonds,

le président,

sur délégation de l'associé unique de la Société consentie aux termes des Décisions,

constate la réalisation définitive, au 5 mai 2023, de l'Augmentation de Capital d'un montant nominal de 155.827 euros pour le porter de 5.800.850 à 5.956.677 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles, au prix de leur valeur nominale, soit 1 euro chacune décidée aux termes des Décisions.

SECONDE DÉCISION

Modification des statuts

Le président

sur délégation de l'associé unique de la Société consentie aux termes des Décisions,

décide d'ajouter un alinéa *in fine* à l'article 6 des statuts de la Société, lequel alinéa sera rédigé comme suit :

« Suivant décisions du président en date du 5 mai 2023 sur délégation de l'associé unique en date du 25 avril 2023, il a été procédé à une augmentation de capital social d'un montant nominal de 155.827 euros pour le porter de 5.800.850 à 5.956.677 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles. »

décide de modifier comme suit l'article 7 des statuts de la Société :

« Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinq millions neuf cent cinquante-six mille six cent soixante-dix-sept euros (5.956.677€).

Il est divisé en cinq millions neuf cent cinquante-six mille six cent soixante-dix-sept (5.956.677) actions ordinaires, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées ».

CLÔTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 14 heures 30.

De tout ce qui précède, il est dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par le président.

Emmanuel DUFOUR

Pour Financière Marcel
représentée par Imeije
représentée par Monsieur Emmanuel Dufour
Président

AB FINANCEMENT

**Société par actions simplifiée
au capital de 5.800.850 euros**

**Siège social : 102, avenue des Logissons
13770 Venelles**

830 605 176 R.C.S. Aix-en-Provence

(ci-après la « **Société** »)

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE DU 25 avril 2023

L'an deux mille vingt-trois,
le 25 avril,

LA SOUSSIGNÉE :

Financière Marcel, société par actions simplifiée au capital de 26.370.415 euros, dont le siège social est situé 102, avenue des Logissons, 13770 Venelles et dont le numéro unique d'identification est 893 190 082 R.C.S. Aix-en-Provence,

représentée par son président, Imeije, société à responsabilité limitée au capital de 719.200 euros, dont le siège social est situé 140, chemin de Faveloun, 13090 Aix-en-Provence et dont le numéro unique d'identification est 497 485 797 R.C.S. Aix-en-Provence,

elle-même représentée par son gérant, Monsieur Emmanuel Dufour, dûment habilité aux fins des présentes,

APRÈS AVOIR EXPOSÉ :

qu'elle détient l'intégralité des actions composant le capital social et des droits de vote de la Société pour les avoir acquises ce jour ;

qu'en sa qualité d'associé unique, elle exerce seule les pouvoirs dévolus par la loi et les règlements à l'assemblée générale des associés ;

qu'elle est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Rapport du président ;
- Renonciation à se prévaloir du défaut de convocation et de mise à disposition de documents dans les formes et les délais prescrits par la loi, les règlements et les statuts de la Société (*première décision*) ;

- Augmentation du capital social d'un montant de 155.827 euros, pour le porter de 5.800.850 à 5.956.677 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles de 1 euro de valeur nominale chacune - Fixation des modalités de cette augmentation de capital – Délégation subséquente de pouvoirs, en tant que de besoin, au président pour la réalisation matérielle des opérations (*seconde décision*) ;

que la signature du présent procès-verbal tiendra lieu de feuille de présence à ladite séance ;

que la société Deloitte & Associés, commissaire aux comptes de la Société, est informée des présentes décisions ;

qu'elle a pris connaissance des documents suivants :

- les statuts de la Société en vigueur,
- le rapport du président,
- le projet de texte des décisions,

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIÈRE DÉCISION

Renonciation à se prévaloir du défaut de convocation et de mise à disposition de documents dans les formes et les délais prescrits par la loi, les règlements et les statuts en vigueur

Connaissance prise du rapport du président,

l'associé unique

renonce, à titre définitif et irrévocable, à se prévaloir du défaut de convocation et de communication des documents relatifs à la présente séance prévus par la loi, les règlements en vigueur et les statuts de la Société dans les formes et les délais prescrits par ces dispositions.

SECONDE DÉCISION

Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de l'associé unique

Connaissance prise du rapport du président,

conformément aux dispositions des articles L. 225-127 et suivants du Code de commerce, applicables sur renvoi de l'article L. 227-1 du Code de commerce,

l'associé unique,

constatant que le capital social est entièrement libéré,

- (i) **décide** d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 155.827 euros, pour le porter de 5.800.850 à 5.956.677 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles au prix de leur valeur nominale, soit 1 euro chacune (ci-après désignée l'« **Augmentation de Capital** ») ;

(ii) **fixe** les modalités de l'Augmentation de Capital comme suit :

- la souscription aux actions ordinaires nouvelles sera constatée par la signature d'un bulletin de souscription ;
- elle sera intégralement et immédiatement libérée en numéraire y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription ;
- l'associé unique bénéficie d'un droit préférentiel de souscription et pourra en conséquence souscrire aux actions nouvelles ;
- il est précisé, à titre d'information, que le droit de souscription attaché à une action ordinaire ancienne donnera le droit de souscrire, à titre irréductible, à environ 0,026866493 action nouvelle ordinaire ;
- l'associé unique pourra céder ou renoncer à titre individuel à son droit de souscription dans les conditions prévues par la loi et sous les réserves prévues aux statuts pour les cessions d'actions ;
- qu'il renonce, en sa qualité d'associé unique, à l'envoi d'un avis d'émission des actions nouvelles contenant les indications prévues par l'article R. 225-120 du code de commerce ;
- la souscription et la libération correspondante seront reçues au siège social à compter de ce jour et au plus tard le 5 mai 2023 inclus, étant précisé que
 - (a) le président pourra proroger la période de souscription et
 - (b) la période de souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions ordinaires nouvelles auront été souscrites à titre irréductible ;
- les fonds versés à l'appui de la souscription seront déposés dans les délais prévus par la loi, sur un compte bancaire dédié à l'Augmentation de Capital ouvert au nom de la société ;
- les actions ordinaires nouvelles seront soumises à toutes les dispositions statutaires et porteront jouissance à compter de la date de réalisation définitive de l'Augmentation de Capital ; et

(iii) **délègue**, en tant que de besoin, tous pouvoirs au président pour la réalisation matérielle des opérations, notamment pour :

- recueillir la souscription aux actions ordinaires nouvelles,
- s'il y a lieu, constater la clôture par anticipation ou proroger la période de souscription,
- vérifier, arrêter et faire certifier, s'il y a lieu, la ou les créances sur la société du ou des souscripteur(s) qui libéreraient tout ou partie de leurs souscriptions par compensation,
- obtenir, s'il y a lieu, le certificat du dépositaire des fonds et, le cas échéant, du commissaire aux comptes attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital,

- prendre acte de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,
- modifier les statuts en conséquence,
- accomplir les formalités légales subséquentes avec faculté de subdélégation,
- et, plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaire et/ou utile à cette fin.

CLÔTURE

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé, par voie électronique, par l'associé unique.

Emmanuel DUFOUR

Pour la société Financière Marcel

Associé unique

représentée par la société Imeije

elle-même représentée par Monsieur Emmanuel Dufour

AB FINANCEMENT

**Société par actions simplifiée
au capital de 5.956.677 euros**

**Siège social : 102, avenue des Logissons
13770 Venelles**

830 605 176 R.C.S. Aix-en-Provence

STATUTS

*Mis à jour suite aux décisions de l'associé unique du 25 avril 2023
et aux décisions du président du 5 mai 2023*

Emmanuel DUFOUR

Pour Financière Marcel
Président
La société Imeije, elle-même représentée par
Monsieur Emmanuel Dufour

ARTICLE 1 - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts. Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la société ont la qualité d'associé.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger, directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers :

- La prise de participation par voie d'apport, d'achat, de souscription ou autrement dans toute société civile ou commerciale.
- Toutes prestations de services au profit des entreprises de son groupe en matière de gestion, notamment dans les domaines administratif, financier, informatique, commercial.
- L'exploitation de tous brevets et marques, notamment sous forme de licence.

Et, plus généralement, toutes opérations, affaires ou entreprises, financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus relaté ou qui seraient de nature à faciliter, favoriser ou développer son industrie ou son commerce, et ce, tant en France qu'à l'étranger.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination : « AB FINANCEMENT »

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social de la société est fixé : 102, avenue des Logissons, 13770 Venelles.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président ou du Directeur Général ou en tout autre lieu par décision ordinaire des associés.

ARTICLE 5 – DUREE

La Société a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été effectué un apport en numéraire pour un montant de cent (100) euros. Cette somme a été déposée à la banque Caisse d'Epargne, Centre d'Affaires Côte d'Or, sise à DIJON (21000) – 52 B Avenue Françoise Giroud, qui a émis un certificat de dépôt.

L'Associé unique de la Société a décidé le 11 juillet 2017 de procéder à une augmentation en numéraire du capital social de 5.800.750 euros par émission au pair de 5.800.750 actions ordinaires nouvelles de 1 euro de nominal, portant ainsi le capital social de la somme de cent (100) euros à la somme de cinq millions huit cent mille huit cent cinquante (5.800.850) euros. Cette somme a été déposée à la banque Caisse d'Epargne, Centre d'Affaires Côte d'Or, sise à DIJON (21000) - 52 B Avenue Françoise Giroud, qui a émis un certificat de dépôt.

Suivant décisions du président en date du 5 mai 2023 sur délégation de l'associé unique en date du 25 avril 2023, il a été procédé à une augmentation de capital social d'un montant nominal de 155.827 euros pour le porter de 5.800.050 à 5.955.877 euros, par création et émission de 155.827 actions ordinaires nouvelles.

ARTICLE 7 - CAPITAL

7.1 Le capital social est fixé à la somme de cinq millions neuf cent cinquante-six mille six cent soixante-dix-sept euros (5.956.677 €).

Il est divisé en cinq millions neuf cent cinquante-six mille six cent soixante-dix-sept (5.956.677) actions ordinaires, d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées.

7.2 Toute nouvelle souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement du quart au moins du montant nominal des actions souscrites et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation est devenue définitive, aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président de la Société en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres simples ou recommandées avec demande d'avis de réception.

7.3 À défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président, les sommes exigibles seront productives, de plein droit et, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice ou d'une mise en demeure, d'un intérêt de retard, calculé jour par jour à partir de la date d'exigibilité au taux de l'intérêt légal majoré de deux points, le tout sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Le capital social peut être augmenté dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision de l'assemblée des associés statuant dans les conditions de l'article 17 ci-après.

8.2 Le capital peut également être réduit, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, en vertu d'une décision de l'assemblée des associés statuant dans les conditions de l'article 17 ci-après.

La réduction du capital social à un montant inférieur au montant prévu par la loi ne peut être décidée que sous la condition suspensive de la réalisation d'une augmentation de capital destinée à ramener celui-ci à un montant au moins égal à ce minimum, à moins que la Société ne soit transformée en société d'une autre forme. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions doivent obligatoirement revêtir la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société ou de son mandataire habilité par le Président de la Société.

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président de la Société ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

ARTICLE 10 – TRANSMISSION DES ACTIONS

10.1 Les cessions d'actions et/ou de titres donnant accès ou pouvant donner accès au capital social de la Société s'effectuent librement. Toutefois, à peine de nullité de la cession, tout projet de cession doit être notifié au Président et à tous les associés de la Société autres que le Cédant, par lettre remise en main propre contre décharge ou recommandée avec avis de réception, avec indication détaillée des conditions et modalités du projet et de l'identité du cessionnaire (et le cas échéant de ses actionnaires ou associés et de ses dirigeants si celui-ci est une personne morale) à chacun des autres associés au moins quarante-cinq (45) jours avant la réalisation de la cession, et ce à l'effet de permettre le respect d'éventuels accords extra-statutaires entre associés, étant précisé que les associés pourront, ensemble, renoncer en tout ou partie au respect de cette procédure et/ou de ce délai.

Par cession au titre du présent article, il convient de retenir tout type d'opération à titre onéreux ou gratuit, ayant pour effet ou objet, immédiatement ou de manière différée, la mutation, le transfert, la vente ou la transmission d'actions ou de titres y compris, mais de façon non limitative (i) tout acte de disposition portant sur la totalité ou sur un démembrement de la propriété (comprenant notamment la jouissance, l'usufruit ou la nue-propriété) des actions ou titres en question ; (ii) toute adjudication ordonnée par une juridiction compétente ; (iii) tout apport, fusion ou scission ; (iv) tout transfert ou abandon de droits préférentiels de souscription à l'occasion d'une augmentation de capital par apports en numéraire ou en nature, de transfert ou d'abandon de droits d'attribution à l'occasion d'une augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, ou de transfert ou d'abandon à titre individuel à des droits préférentiels de souscription en faveur de personnes déterminées ; et (v) toute autre opération de cession, prêt,

réalisation de gage, titrisation ou autre ayant pour effet ou objet d'opérer une telle cession.

10.2 Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

10.3 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque ou encore en cas d'échange ou d'attribution de titres donnant droit à un titre nouveau contre remise de plusieurs actions, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leurs porteurs contre la Société, les associés ayant à faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

ARTICLE 11 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

11.1 Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2 Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.
Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.
La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions régulièrement intervenues.

11.3 Le droit de vote à toutes les décisions collectives ordinaires ou extraordinaires appartient à l'usufruitier.
Toutefois, le nu-propriétaire a la possibilité d'assister aux décisions collectives auxquelles il doit être convoqué.

ARTICLE 12 - PRESIDENT

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Il est désigné par décision collective des associés statuant aux conditions de quorum et de majorité des décisions ordinaires

La durée des fonctions du Président est déterminée par la décision collective des associés ayant procédé à sa désignation.

Le Président ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à trois mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par les associés. Le Président remplaçant ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Président est révocable à tout moment ad nutum par décision de la collectivité des associés, dans le respect d'éventuels accords extra-statutaires.

En cas de démission du Président, celle-ci ne sera effective qu'à l'issue d'un préavis d'une durée de trois mois, sauf accord de la collectivité des associés (statuant aux conditions des décisions ordinaires) pour accepter une durée plus courte.

ARTICLE 13 – DIRECTEUR GENERAL

L'Assemblée peut nommer un (ou plusieurs) Directeur(s) Général(aux), personne physique ou moral. Il(s) est(sont) désigné(s) par décision collective des associés prise conformément aux stipulations de l'article 18 ci-dessous.

Le Directeur Général, comme le Président, représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Directeur Général ne sera pas rémunéré au titre de ses fonctions.

Le Directeur Général est révocable à tout moment ad nutum par une décision de la collectivité des associés, dans le respect d'éventuels accords extra-statutaires.

En cas de démission du Directeur Général, celle-ci ne sera effective qu'à l'issue d'un préavis d'une durée de trois mois, sauf accord de la collectivité des associés (statuant aux conditions des décisions ordinaires) pour accepter une durée plus courte.

En cas de décès, démission, révocation ou empêchement du Président de la Société, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président de la Société.

ARTICLE 14 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

14.1 Le Président doit aviser les Commissaires aux Comptes éventuels des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et lui ou l'un des associés de la Société disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. S'ils ont été désignés, les Commissaires aux Comptes présentent aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent chaque année à l'occasion de l'Assemblée d'approbation des comptes sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne participant pas au vote.

Si la Société ne comprend qu'un seul associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues entre la Société et le Président sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales dont la liste est communiquée aux Commissaires aux Comptes éventuels. La liste des conventions, qui en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties n'est pas communiquée.

- 14.2** Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et au Directeur Général de la Société.

ARTICLE 15 – DECISIONS DES ASSOCIES

- 15.1** Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi ou les présents statuts à la collectivité des associés. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Les décisions sont répertoriées dans un registre.

Les décisions relevant de la compétence des associés sont les suivantes :

- Transfert du siège social hors transfert dans le même département ou dans un département limitrophe ;
- Nomination et renouvellement des Commissaires aux Comptes ;
- Nomination et renouvellement du Président et du Directeur Général ;
-
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats, approbation des conventions réglementées ;
- Modification des statuts autres que le transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe qui relève de la décision du Président ou du Directeur Général de la Société, transformation, liquidation ou dissolution de la Société ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital, ainsi que l'émission de toute valeur mobilière ouvrant accès immédiatement, potentiellement ou à terme au capital ;
- Fusions, scissions ou apports partiels d'actifs ;
- Adhésion à un groupement d'intérêt économique et à toute forme de société ou d'association pouvant entraîner la responsabilité solidaire ou indéfinie de la Société.

Sous réserve des dispositions législatives, réglementaires ou statutaires, toute autre décision relève de la compétence du Président ou du Directeur Général.

- 15.2** Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en Assemblée réunie au siège social ou en tout autre lieu, en France, indiqué sur la convocation, soit par consultation, soit par correspondance, étant entendu que chacun des associés y est appelé à se prononcer. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé signé par l'ensemble des associés. Les décisions qualifiées d'extraordinaires sont obligatoirement prises en Assemblée.

La consultation ou la réunion des associés est convoquée par le Président de la Société ou le Directeur Général.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Sont obligatoirement prises collectivement par les associés réunis en Assemblée les décisions relatives à toute modification des statuts de la Société, la fusion, la scission ou dissolution de la Société, la nomination des Commissaires aux Comptes, l'approbation des comptes annuels, l'exclusion d'un associé et l'affectation des résultats.

15.3 L'Assemblée est réunie au siège social ou tout autre lieu proposé par l'auteur de la convocation. La convocation est faite par (i) courrier remis en main propre contre décharge, (ii) ou par lettre recommandée avec avis de réception, et/ou par (iii) email (à condition que le destinataire de l'email confirme dans les 48 heures de son envoi par email à l'auteur de la convocation la bonne réception dudit email de convocation) huit (8) jours au moins avant la date de l'Assemblée tant sur première convocation que sur deuxième convocation (ces délais pouvant être réduits ou supprimés si tous les associés sont présents ou représentés) ; elle indique l'ordre du jour, le projet des résolutions arrêté par l'auteur de la convocation ainsi que le rapport dudit auteur à l'Assemblée sont tenus à la disposition des associés au siège social de la Société.

15.4 L'Assemblée est présidée par le Président ou du Directeur Général de la Société ou, en cas d'empêchement, d'absence ou de refus de ceux-ci, par l'associé présent détenant le plus grand nombre d'actions.

15.5 Les associés peuvent se faire représenter par un mandataire associé ou non. En cas de pluralité d'associés, il est établi une feuille de présence signée par tous les associés présents ou représentés et un procès-verbal de l'Assemblée signé par le président de séance. En cas d'associé unique, l'associé unique signe le procès-verbal.

15.6 Pour délibérer valablement, l'Assemblée doit réunir des associés présents ou représentés détenant plus des deux tiers du capital social sur première convocation, puis plus de la moitié du capital social sur deuxième convocation.

16.7 Chaque action donne droit à une voix.

ARTICLE 16 – DECISIONS UNANIMES

Par exception aux stipulations des articles 17 et 18 des présents statuts, les décisions suivantes sont prises par décision unanime de la collectivité des associés :

- Adoption, modification et suppression de clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions ;
- Adoption, modification et suppression de clauses statutaires relatives à l'agrément en cas de transmission des titres ;
- Adoption, modification et suppression de clauses statutaires relatives à l'exclusion d'un associé ;
- Adoption, modification et suppression de clauses statutaires relatives au changement de contrôle d'une société associée ;
- Désignation du commissaire aux apports en cas d'augmentation de capital par apports en nature.

ARTICLE 17 – DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Les décisions définies dans les présents statuts comme relevant de la compétence de l'Assemblée Extraordinaire, ainsi que les décisions relatives aux modifications statutaires, à toute émission de titres pouvant donner lieu, par exercice d'un bon, conversion d'obligations

ou autrement, à la souscription d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital et/ou aux droits de vote de la Société, ainsi qu'à toute opération de fusion, scission, apport partiel d'actif impliquant parmi les personnes parties à l'opération, la Société, relèvent de la compétence exclusive des associés réunis en Assemblée Générale Extraordinaire.

Les décisions extraordinaires sont prises à la majorité de plus des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés, sauf disposition légale ou clause contraire des statuts prévoyant une majorité plus forte.

ARTICLE 18 – DECISIONS ORDINAIRES

Toutes les autres décisions relevant de la compétence des associés de par les présents statuts sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité de plus de 50% des voix dont disposent les associés présents ou représentés à moins que les statuts prévoient une majorité plus forte.

ARTICLE 19 – INFORMATION DES ASSOCIES

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés (savoir un rapport à l'Assemblée de l'auteur de la convocation ainsi que le cas échéant les rapports de Commissaires prévus par la loi et, à l'occasion de l'approbation des comptes, les comptes sociaux de la Société) sont tenus à la disposition de chacun d'eux au siège social à l'occasion de toute convocation.

ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

ARTICLE 21 – COMPTES ANNUELS

Le Président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une Assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé ainsi que l'affectation du résultat, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 22 – RESULTATS SOCIAUX

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'Assemblée générale, après affectation à la réserve légale, peut décider d'inscrire celui-ci à un ou plusieurs postes de réserves, dont elle règle l'affectation ou l'emploi, de le reporter à nouveau ou de le distribuer.

L'Assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes où ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque associé dans les bénéfices ainsi que sa contribution aux pertes sont proportionnelles à sa quotité dans le capital social.

ARTICLE 23 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale des associés peut procéder à la désignation de Commissaires aux Comptes titulaire et suppléant dans le respect des dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

est désigné pour une durée de six exercices ;

en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire :

La société DELOITTE & ASSOCIES, société anonyme d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes au capital de 1.723.040 euros, dont le siège est situé à NEUILLY SUR SEINE (92200) – 185 avenue Charles de Gaulle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 572 028 041.

ARTICLE 24 – LIQUIDATION

La liquidation de la Société est effectuée conformément aux dispositions du Code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

ARTICLE 25 – CONTESTATIONS

Toutes contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés, soit entre la Société et les associés eux-mêmes concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement au sujet des affaires sociales, seront soumises aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.